

mêrhaba hevvalnô

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N° 4
17 MAI 2016
PRIX LIBRE



POUR TOUTES INFOS,
COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :
[actukurdistan\[at\]riseup.net](mailto:actukurdistan[at]riseup.net)

LE GOUVERNEMENT TURC COLLE L'ÉTIQUETTE «TERRORISTE» SUR LES KURDES ET LES OPPOSANTS

L'arsenal juridique s'affine en Turquie pour finir de réprimer toute contestation politique, très particulièrement de la part des Kurdes. L'article suivant, écrit par une universitaire, parle spécifiquement de la déchéance de nationalité - de quelle « citoyenneté » est réservée aux Kurdes : ces « Turcs potentiels », « citoyens dont on peut facilement déchoir la citoyenneté ».

Le gouvernement d'Erdoğan est en train de passer une nouvelle loi pour

cibler les Kurdes et d'autres oppositions pour les priver de leur nationalité sous le prétexte de lutter contre le terrorisme.

« Nous ne sommes pas des terroristes ; nous sommes les Kurdes qui ne se laisseront pas assimiler », dit un slogan qui revient souvent parmi le mouvement de résistance kurde et qui explique en une seule phrase ce sur quoi la question kurde a porté depuis ses origines. [...]

Un jour aura suffi au ministre de la Justice turc Bekir Bozbag pour déclarer

♦♦♦ suite p. 3

au sommaire :

- ♦ Edito & agenda p. 2
- ♦ Entretien avec Duran Kalkan p. 3
- ♦ Entretien avec Demirtaş p. 4
- ♦ Arsenal juridique antiterroriste p. 5
- ♦ Entretiens avec Jinha p. 8
- ♦ L'État turc mène une contre-révolution au Bakûr p. 11
- ♦ Réactions face à la création d'un système fédéral au Rojava p. 14
- ♦ Affrontements à Qamishlo avec les troupes du régime syrien p. 15
- ♦ Lutttes et répression au Rojhilat p. 17
- ♦ Journée internationale contre les accords entre l'UE et l'Etat fasciste turc p. 18
- ♦ Glossaire et plus... p. 20

OUI À L'ACCUEIL INCONDITIONNEL DES MIGRANT-ES ! NON À LEUR DEPORTATION VERS LA TURQUIE FASCISTE D'ERDOGAN !

APPEL POUR UNE JOURNÉE INTERNATIONALE DE MOBILISATION
SAMEDI 21 MAI 2016

Après avoir livré les migrants aux passeurs et fait de la Grèce un piège à réfugié-e-s en refusant obstinément de leur ouvrir des voies légales d'accès à son territoire

♦♦♦ suite p. 8

On en est au quatrième numéro, et on essaie toujours de recueillir et traduire des textes divers qui, on l'espère, permettent de comprendre la réalité complexe du mouvement révolutionnaire kurde. On trouve important de diffuser du discours direct, parce qu'on ne veut pas parler à la place des gens. Et des textes critiques, parce qu'on veut entretenir une solidarité non pas aveugle mais critique.

Comme on le disait dans le premier numéro « Nous espérons que cette publication puisse donner, si petit qu'il soit, un souffle à l'élan de solidarité avec les mouvements kurdes, et que les mots puissent renforcer et nourrir nos luttes à nous tout-e-s, là-bas comme ici ». Et ce mois-ci on est heureuses de pouvoir relayer tout un tas d'actions qui ont eu lieu en Europe, de toutes formes, qui nous donnent espoir que ça bouge ici!

Ce dernier mois, l'État turc a continué sa guerre contre le mouvement kurde (couvre-feux, destructions, emprisonnements, etc.) et s'est muni pour cela d'un nouvel arsenal juridique qu'on tente d'expliquer en plusieurs articles : déchéance de nationalité et confiscation des biens des personnes considérées « terroristes », levée de l'impunité pour les députés des partis pro-Kurdes, etc.. Par ailleurs, fin avril-début mai correspond à l'anniversaire des deux génocides perpétrés en Turquie, contre les Arméniens puis contre les Aléviens vivant à Dersim. Et n'oubliez pas de lire les brèves pour voir comment la résistance continue, ainsi que l'article sur les journalistes de JINHA, l'agence de presse de femmes, riche source d'informations.

En ce qui concerne le Rojava, on nous pose toujours beaucoup de questions sur les alliances stratégiques du mouvement kurde. On a donc choisi ce mois-ci de vous parler des affrontements qu'il y a eu à Qamichlo, contre l'État syrien non pas contre Daech et au cœur du Rojava non pas à sa frontière, pour donner des clés de compréhension de la relation complexe entre le Rojava et Bachar Al-Assad. On reviendra aussi sur la déclaration d'autonomie qui a été faite mi-mars, ou plutôt, sur les réactions qu'elle a suscité pour mieux saisir les alliés du projet fédéral et ses ennemis.

Ce mois-ci on a un peu fait l'impasse sur l'Irak, mais on a eu des nouvelles du Rojhilat (Iran) où les combattant-e-s ont annoncé une reprise du conflit armé. On essaie dans un article de donner quelques éléments de contexte et d'expliquer pourquoi cette annonce. On essaiera de faire plus prochainement.

Regardez l'agenda ! Envoyez-nous des infos, des commentaires, des rendez-vous que vous organisez, des récits de manifs, de voyage.

Et bonne lecture !

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : [actukurdistan\[at\]riseup.net](mailto:actukurdistan[at]riseup.net)

AGENDA

✌ 18-20 mai — Marseille

3 jours de tables rondes, débats, repas et concerts pour échanger et marquer la solidarité avec les luttes en cours dans toutes les régions du Kurdistan.

À La Dar Lamifa, 127 Rue d'Aubagne.

Consulter le programme sur <https://mars-infos.org/semaine-de-soutien-au-peuple-kurde-1127>

✌ 21 mai — Journée internationale de mobilisation

“Oui à l'accueil inconditionnel des migrants / Non à leur déportation vers la Turquie fasciste d'Erdogan !” (voir appel page 18).

✌ 4 juin — Barret sur Méouge (05) — 18h

À Ecoloc: Soirée de soutien aux peuples Kurdes à partir de 18h (apéro, projection, repas, discussion et concert) au profit de l'Association Solidarité Rojava.

✌ 4 juin — St Bonnet de Chavagne — 14h

Discussion lors du festival ‘Bazar Nomade’, “Un oeil sur la Turquie : liberté d'expression et médias”.





ENTRETIEN AVEC DURAN KALKAN, MEMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF DU PKK

Parce qu'on aime bien relayer du discours direct, on a sélectionné pour vous un extrait d'une interview de Kalkan, acteur incontournable du PKK et du KCK.

MEDNÛÇE TV : *Que recherche l'AKP en enlevant l'impunité parlementaire aux membres du HDP ? Le Co-président du Congrès pour une Société Démocratique (DTK) Hatip Dicle s'est déjà exprimé à ce sujet en affirmant que les conséquences politiques d'une telle décision allaient être très sérieuses, bien plus que celles qui ont suivi une décision similaire prise en 1994. Qu'en pensez vous ?*

KALKAN : Tayyip Erdoğan et l'AKP cherchent toujours à montrer que leur psychologie ainsi que leurs positions appartiennent aux autres. Par exemple, Erdoğan a déclaré que « soit ils [les membres du HDP] se mettent à genou, soit ils mourront », alors que pour nous, cette déclaration s'applique plutôt à l'AKP : Soit ils capitulent, soit ils s'effondreront !

Les députés de l'AKP disaient qu'il y avait des « bandits au parlement ». C'est vrai, sauf qu'ils parlaient d'eux-mêmes. La terreur de l'AKP est partout, la terreur fasciste et génocidaire de l'État est partout. Ils ont détruit des villes Kurdes comme Cizre et Sur, mais n'arrivent pas à détruire Geve, Nusaybin et Şırnak. L'écrasement de toute opposition est l'outil politique préféré de Tayyip Erdoğan. La terreur fasciste rôdant à travers la Turquie et le Kurdistan vise les

mouvements sociaux, et cela se reflète au sein du parlement.

Ils cherchent à étendre leur pouvoir en opprimant, intimidant puis pacifiant la société. Les députés du HDP défendent les droits démocratiques de la société, et c'est pour cela que l'AKP crache sa haine contre eux et tente de les expulser du parlement. Le but principal d'Erdoğan est d'étouffer toute voix révélant la terreur de l'AKP.

Sauf que Tayyip Erdoğan devrait savoir que ce qu'il est en train de faire est très dangereux. Eux, ils disent que le PKK devrait arrêter d'utiliser de la violence comme outil politique. Sauf que si le PKK s'en sert à 1 %, l'AKP s'en sert à 100 % ! Qui c'est qui est en train de se servir de la terreur, de la violence, des flingues et des matraques comme outils politiques ? La vérité n'est-elle pas flagrante ? N'y a-t-il pas des maisons qui subissent des perquisitions et des civils.e.s terrorisé.e.s tous les jours ? Ce n'est pas de la violence ? Ils disent que l'État en a le droit et le privilège. Du coup, si l'État assume un tel droit, alors tout le monde se déclarera comme étant un État et assumera le même droit que lui.

Cela est le fondement de la déclaration de Hatip Dicle parlant d'une rupture, d'un schisme. Si vous oppressez le peuple kurde, bien évidemment qu'il va chercher des alternatives. Il cherchera une existence et une vie libre, et vous, l'État, vous n'êtes pas sa seule alternative. Si vous vous servez du pouvoir contre lui, alors il se réappropriera du pouvoir pour s'en servir contre vous. Personne n'est obligé d'être l'esclave

de l'AKP, le peuple ne s'unira qu'à partir du moment où on l'écouterait et où on respecterait son droit à la vie et à la liberté. La vieille époque de l'esclavage est finie ; le PKK est né en réponse à leurs politiques génocidaires.

Je ne suis pas en train de dire que les Kurdes vont faire cession ; ils et elles résisteront et feront tomber l'AKP. Les Kurdes et les Turcs s'uniront, lutteront d'avantage et se mobiliseront d'avantage, et ils feront tomber l'AKP. Leurs luttes pour leur existence et leur liberté ne cesseront de s'accroître en construisant des amitiés et des alliances avec d'autres groupes opprimés.

Il va falloir que la société turque se montre plus courageuse, plus consciente, plus résistante. Vivre sous le joug d'une telle mentalité fasciste et de terreur n'est pas possible. Il faut qu'on arrive à y mettre fin ; tolérer l'AKP n'est plus possible. La société turque doit se rendre compte qu'elle ne peut plus vivre sous une telle cruauté. Oui, ils essayent de jouer à l'intimidation mais la société ne doit pas avoir peur. Et ce sont surtout les forces principales de la société – les femmes, les jeunes, les écrivain.e.s, les politicien.ne.s, les intellectuel.le.s, celles et ceux qui ont le plus besoin de liberté – qui ne doivent jamais se mettre à genou face à un tel fascisme. Ce règne fasciste peut être démantelé, et ce système peut être détruit.

source

Mednûçe TV

au Bakûr :

♦ **Les couvre-feu et attaques par l'armée turque se poursuivent** depuis plus de 2 mois à Nusaybin (dans la province de Mardin), à Şırnak et à Gever (Hakkari) ; les forces de l'État -n'arrivant toujours pas à rentrer dans les quartiers défendus par les jeunes- bombardent depuis l'extérieur. À Nusaybin, des images de fumées blanches suite à des bombardements (prises par des journalistes du groupe «No more silence») révèlent l'usage de bombes au phosphore. Dans la ville de Şırnak où vivent 60.000 personnes, 10.000 membres des forces spéciales de la police et la gendarmerie sont venus en renfort de celles déjà présentes. À Gever, l'État turc a officiellement annoncé la fin des opérations mais le couvre-feu, qui dure depuis plus de 40 jours, est maintenu et les zones rurales ont été bombardées. Par ailleurs, les attaques par l'armée reprennent à Şemdinli (province de Hakkari), à Silopi (Şırnak), dans les zones rurales de Dersim, de Lice (Amed), de Van...

Selon un rapport publié par le HDP, l'AKP aurait décrété 63 couvre-feu et assiégé 22 villes pour faire un total de 817 jours, et ces chiffres continuent à augmenter. Le rapport affirme qu'un total de 868 civil.e.s ont été tué.e.s, dont 282 à Cizre (dont 177 dans les sous-sols).

♦ **L'ONU fait enfin semblant de se bouger à propos des massacres de Kurdes.** Zeid Raad El-Houssein, haut commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, demande l'ouverture d'une enquête sur les violations des droits humains et des crimes de guerre commis par l'armée turque contre les Kurdes en Turquie. Sa demande se base principalement sur les rapports témoignant de civil.e.s kurdes brûlé.e.s vif.ve.s à Cizre et du blocage par les forces de l'État de l'accès aux soins pour les personnes blessé.e.s. Nous apprenons par ailleurs que le corps d'Asya Yüksel, co-présidente de l'Assemblée Populaire de Cizre, a été identifié; elle fait partie des civil.e.s brûlé.e.s dans les sous-sol de Cizre.

Entretiens avec Selahattin Demirtaş

♦♦♦♦

Dans la même veine, nous relayons ici le discours de Selahattin Demirtaş, co-président du Parti Démocratique des Peuples (HDP). Des extraits d'un média kurde à propos d'une des récentes réunions hebdomadaires de son groupe parlementaire, puis d'un de ses articles publiés dans le New-York Times.

D'après Demirtaş, le gouvernement de l'AKP est en train d'employer un nombre sans précédent d'officiers de police par peur des manifestations démocratiques, mais les récentes célébrations du 1er mai ont montré que les citoyens résistent face à l'établissement d'une dictature AKP en Turquie.

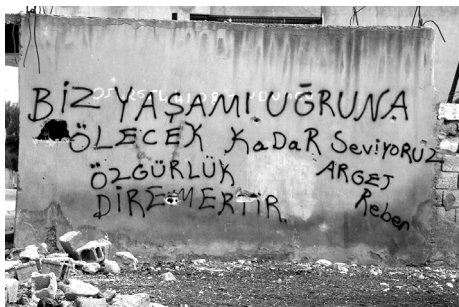
Le Co-Président Selahattin Demirtaş a déclaré que les députés HDP sont prêt.e.s à sacrifier leurs vies pour que les générations futures puissent vivre librement et en paix, et a décrit le processus d'intervention en cours qui a débuté le 7 juin [lors des élections législatives] lorsque l'AKP n'a pas réussi à avoir suffisamment de votes pour former un gouvernement à parti unique.

Il a annoncé que le HDP ne va pas rester silencieux ni permettre aux forces judiciaires et de police contrôlées par l'AKP d'arrêter les députés sans difficultés. Demirtaş a fait remarquer qu'ils et elles ont été élu.e.s députés tout comme ceux des trois autres partis, et que la poursuite des députés HDP signifierait l'expulsion du peuple kurde de la politique de Turquie.

Il a insisté sur le fait qu'ils et elles vont toujours défendre la volonté du peuple, et discuter de la formation de parlements alternatifs si les députés du HDP sont arrêté.e.s et poursuivi.e.s. Demirtaş a déclaré que les citoyen.ne.s forment la base des parlements et qu'il.le.s pourraient constituer de multiples parlements s'il.le.s le voulaient.

Source

'Agence de Presse de l'Euphrate' ANF
Traduction : Merhaba Hevalno



« Nous aimons tellement la vie que nous serions prêts à mourir pour. La liberté c'est résister. »

Dans un article rédigé par Demirtaş pour le journal américain New York Times, il revient notamment sur les causes de la résistance kurde à partir de sa propre expérience, ainsi que sur la vision antagoniste de son parti face au despotisme du gouvernement d'Erdoğan. Nous en traduisons ici quelques extraits.

Les peuples Kurdes vivant en Turquie ont mené une lutte pour élargir leurs libertés depuis des décennies. Des générations ont péri dans les prisons et les chambres de torture à chaque coup d'État en Turquie. J'ai grandi dans les années '70-'80 alors que nous n'avions pas le droit de parler le Kurde, de parler de pouvoir parler le Kurde ou même de chanter en Kurde. Je suis devenu un avocat en défense des droits de l'Homme en partie parce que mon frère aîné a été emprisonné pour avoir tenté de mener des activités politiques populaires – la simple organisation de manifestations pacifiques en tant que parti politique a été suffisant pour l'étiqueter comme terroriste.

M. Erdoğan cible notre parti précisément parce que nous nous tenons en travers de son chemin vers un ordre autoritaire qu'il essaie de mettre en place. Le HDP est une coalition de Turcs, Kurdes, socialistes, Islamistes démocrates, libéraux et des minorités, consacrée à des réformes démocratiques, d'égalité de genres, de diversité et de droits des Kurdes. Notre liste électorale comprenait des personnes de plusieurs groupes ethniques de Turquie, y compris des Kurdes, des Turcs, des Arméniens, des Assyriens et des Yézidis – de tous horizons. Je suis un co-dirigeant du parti, vu que toute unité politique, depuis les mairies jusqu'aux structures locales, est dirigée par une alliance entre un homme et une femme. Notre parti a été créé pour fournir un espace commun pour toute la population de Turquie qui réclame plus de démocratie.

Tout ceci est l'anathème du nationalisme despotique et masculin dominant prôné par M. Erdoğan.

Source

New York Times
Traduction : Merhaba Hevalno



LE GOUVERNEMENT TURC COLLE L'ÉTIQUETTE «TERRORISTE» SUR LES KURDES ET LES OPPOSANTS

♦♦♦ suite de la p. 1

que son ministère va se mettre immédiatement à travailler sur cette nouvelle loi selon le souhait du président. [...]

La déchéance de nationalité pour certains groupes de la société a été mis à l'ordre du jour par l'élite dirigeante à chaque fois qu'elle s'est sentie menacée par les voix de l'opposition. C'était le cas, par exemple, en 1981 lorsque la junte militaire a déchu 14.000 citoyens de leur citoyenneté. Parmi eux se trouvaient de nombreux intellectuels, cinéastes, musiciens, activistes pour les droits des Kurdes, avocats pour les droits de l'Homme, ainsi que des penseurs de la gauche ou anarchistes.

Aussi ironique soit-il, en 2009 ce fût Erdoğan, qui était alors Premier Ministre, qui changea la loi en rendant très difficile la déchéance de nationalité sous l'accusation de « *propagande idéologique et anarchiste* ». Encore plus ironique : c'est encore Erdoğan qui, lors d'une visite en Allemagne en 2011, a invité à rentrer en Turquie tous les académiciens et intellectuels qui avaient été forcés de fuir après le coup d'État de 1980. Il prétendait que les obstacles pour la liberté d'expression, qui avaient été installés par le régime militaire, étaient alors levés sous son gouvernement et que personne ne serait plus jamais confronté à la persécution politique en Turquie.

Les politiques de démocratisation sous Erdoğan ont caractérisé sa tentative de s'ouvrir un chemin depuis la périphérie politique vers le centre politique. Ou, selon les mots qu'Erdoğan lui-même prononça en 1997 : « *La démocratie est comme un train. Lorsqu'on arrive à destination, on descend.* »

Malgré le fait qu'il ait sauté du train il y a très longtemps, Erdoğan vient de renforcer les attitudes anti-Kurdes et anti-Gauche de l'État turc en élargissant arbitrairement la définition du terrorisme, pour ensuite persécuter et déchoir de leur nationalité ses sympathisants. Puis il ne vise pas exclusivement le PKK comme le prétendent faussement les médias internationaux.

Selon lui, « *les sympathisants de la terreur qui posent en tant qu'académiciens, les espions qui s'autoproclament journalistes, un activiste déguisé en politicien... ne sont pas différents du terroriste qui lance des bombes.* »

Sa nouvelle définition du terrorisme a mis les Kurdes et les voix de l'opposition, les avocats, les académiciens et les journalistes indépendants dans la ligne de mire de l'État encore une fois. En s'emparant de l'interprétation sur qui est terroriste, Erdoğan a légitimé de fait les récentes rafles judiciaires mais illégales contre la liberté

académique, la liberté de la presse et le Parti Démocratique des Peuples -pro-Kurde- (HDP), pour n'en nommer que certains. [...]

Tout le monde vient d'être étiqueté comme terroriste par le gouvernement ; il suffit de ne pas soutenir le statut-quo de la Turquie. N'importe quelle position critique, en particulier en ce qui concerne les opérations militaires en cours contre les Kurdes dans le sud-est de la Turquie, est dénigrée comme soutien au terrorisme. Dans ce contexte, Erdoğan a ainsi poussé à lever immédiatement l'impunité parlementaire des députés du HDP, qu'il accuse d'être en lien avec le PKK. [...]

Encore aujourd'hui, au lieu d'une citoyenneté égale et civique, les Kurdes ont deux options devant eux : soit être assimilés par le système, soit devenir des traîtres et des terroristes aux yeux de l'État. Ceci a été l'approche classique de l'État tout au long de l'histoire de la république. Notamment lors du coup d'État de 1980 lorsque l'armée turque était entraînée à turquifier les Kurdes dans les prisons de la torture ou lorsque plus de 4000 villages kurdes ont été brûlés dans les années '90 au nom d'opérations anti-terroristes. Les mêmes pratiques sont mises en place actuellement sous la forme d'une guerre dans la Turquie du Sud-est qui a provoqué la perte d'un énorme nombre de vies civiles qui ne cesse de croître depuis août 2015.

Jusqu'à présent, les Kurdes n'ont jamais profité du droit d'une citoyenneté complète et ont été poussés de force à se convertir à la Turquicité. Mesut Yegen, professeur à l'Université Şehir à Istanbul, l'exprime ainsi : le concept de citoyenneté sous-entendue dans la Constitution définit les Kurdes vivant en Turquie comme des « *Turcs potentiels* » ou des « *pseudo-citoyens* ». Ce sont donc des citoyens dont on peut facilement déchoir la citoyenneté.

Sous la présidence d'Erdoğan, la Turquie est en train de virer vers un système de plus en plus autoritaire, voire totalitaire, où les droits fondamentaux comme la liberté d'expression, la liberté de la presse ou le droit à la citoyenneté sont arrachées à ceux qui ne veulent pas être assimilés par la Turquicité, mais aussi à ceux qui refusent de tenir une loyauté aveugle envers l'élite dirigeante.

source

Par Rosa Burç. Rosa Burç a 25 ans, elle est doctorante et assistante de recherche au Département de Gouvernance Comparative à l'Université de Bonn. Sa recherche se concentre sur les États-Nation et les Théories du (Post-) Nationalisme.

Source en anglais : www.telesurtrv.net - Traduction : Merhaba Hevalno

au Bakûr (suite) :

♦ Levée de l'impunité parlementaire pour le HDP :

ça se bastonne dans le parlement Turc ! Plusieurs députés du HDP se sont fait attaqué.e.s par des députés de l'AKP lors des débats sur la levée de l'impunité parlementaire. Les bagarres ont commencé suite à une déclaration faite par Ferhat Encü (député HDP de Şırnak) sur les massacres commis par l'État turc contre les civil.e.s au Bakur. Le lendemain, ayant déjà viré les journalistes, certains membres de l'AKP ont décidé d'enlever les fauteuils réservés aux membres du HDP, déclenchant ainsi des bagarres à nouveau. Lorsque des coups de poings ont volé au milieu du parlement, on entendait des membres de l'AKP crier : « Les terroristes ont occupé le parlement ! » Suite aux querelles, le HDP a décidé de quitter le comité chargé d'examiner la proposition de loi sur l'impunité parlementaire. Travaillant donc sans le HDP, le Comité Constitutionnel a fini par accepter la loi, ouvrant le chemin à une répression féroce contre le HDP.

» Le co-président du parti DBP, Kamuran Yüksek, a dès lors été emprisonné. Après plusieurs jours en garde-à-vue et plusieurs heures d'audition, il a été emprisonné en attente de son procès accusé d'« appartenance à une organisation terroriste ».

» Le co-président de la coalition pro-Kurde HDP du district Uludere de Şırnak a été battu et arrêté lors d'une perquisition chez lui.

» Dans un rapport publié récemment, le DBP affirme que 110 de leurs 126 membres de l'Assemblée Nationale ainsi que 18 de leurs co-maires se sont fait emprisonné.e.s depuis la reprise des hostilités au Bakur en été 2015. Semra Demir, membre de l'Assemblée des Femmes du DBP a déclaré : « Il ne nous reste quasi plus personne à l'extérieur [...] Alors que la majorité de la société garde le silence en ce qui concerne la persécution des Kurdes, nous continuerons, ensemble avec le peuple, à résister contre ces attaques. »

♦ Le gouvernement continue sa tentative de muselage de la presse :

» Le rapport Presse Libre a donné récemment les statistiques de ces trois derniers mois : 4 journalistes assassiné.e.s, 70 journalistes en déten-

tion, 8 agressions.

» 29 journalistes des rédactions de Özgür Gelecek (journal militant de gauche révolutionnaire) et de Partizan (journal du Parti Communiste Turc) ont été placés en détention. Can Dündar, rédacteur en chef du journal Cumhuriyet, a été condamné à une amende de 9000 euros pour « insulte » contre Erdogan, après ses articles concernant l'affaire de corruption dans laquelle était impliqué le président en 2013. Ebru Umar, une journaliste néerlandaise d'origine turque a été arrêtée directement à son domicile à Kusadasi, suite à ses tweets à propos du président. Une journaliste finlandaise qui vivait à Van a été déportée, accusée de faire de « l'espionnage » et d'être « impliquée dans des activités au nom du PKK/KCK ».

» En Suède, l'attaché de presse de l'ambassade turque a tenté de faire pression sur la directrice de la chaîne TV4 pour empêcher la diffusion d'un documentaire sur le génocide arménien et les attaques commises contre d'autres minorités par l'Empire Ottoman en 1915.

» En Allemagne, un sketch tournant Erdogan au ridicule a été diffusé. Ce dernier a immédiatement répliqué en attaquant les auteurs en justice. Le ministère des affaires étrangères allemands a trouvé judicieux de publier une liste de recommandations à l'intention des citoyen.ne.s allemand.e.s se rendant en Turquie : il y est « formellement déconseillé de faire en public des déclarations politiques contre l'État turc ainsi que de manifester de la sympathie pour des organisations terroristes ».

♦ De rares bonnes nouvelles

concernent les 4 universitaires signataires du texte « Nous ne serons pas complices de crimes » accusés de « propagande pour organisation terroriste ». Après avoir passé une semaine en prison, il.le.s ont été libérées suite à leur procès. De même, deux avocats membres de l'association des juristes libertaires, viennent d'être libérés. Ils avaient été arrêtés à cause de leur travail effectué auprès de la Cour européenne des Droits de l'homme pour obtenir l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité de l'armée turque à Cizre, et dans d'autres villes kurdes du Bakur.

♦ Commémoration des génocides

Arménien et Kurde Alévi du début du XX^e siècle :

» À l'occasion du 101^{ème} anniversaire de génocide des Arménien.ne.s, le député HDP Garo Paylan a posé sur les sièges de l'Assemblée des photos de certains des député.e.s Arménien.ne.s arrêté.e.s et exécuté.e.s lors du génocide. Ces exécutions suivies du massacre de 600 notables arménien.ne.s le 24 avril 1915 furent les moments déclencheurs du génocide qui a fait environ 1,5 millions de victimes, soit la quasi totalité de la population arménienne de l'époque.

» Le 4 Mai c'était le 79^{ème} anniversaire du génocide de Dersim de 1937. Déclenché suite à l'incendie d'un pont



stratégique et la coupure des lignes téléphoniques près de la ville de Dersim et le refus des tribus kurdes de laisser des soldats turcs mettre leurs mains sur les 'suspects' (notamment le rebel kurde Seyit Rizan et ses camarades), le génocide de Dersim a coûté la vie à 70-90 mille personnes, alors que les chiffres officiels parlent 'seulement' de 12.000 morts. Ce génocide n'est toujours pas reconnu en tant que tel par l'État turc. Pour en savoir plus, lisez cet article (en anglais) : <http://kurdishquestion.com/article/3162-the-dersim-genocide-79-years-today>

♦ Comme annoncé dans le dernier numéro, le printemps arrive avec la reprise des attaques des guérillas contre l'État turc et son armée. À Dicle, ce sont le Commandement du Bataillon de Gendarmerie ainsi que le Commissariat de la ville qui ont été largement détruits

lors d'attaques simultanées. Des attaques contre des bases militaires ont également eu lieu à Giresun, Derik et à Istanbul. Les barrages hydroélectriques de Gümüşhane et Giresun (région de la Mer Noire) ont été rendus inutilisables suite aux sabotages. Des attaques contre des convois ainsi que des avant-postes militaires ont eu lieu dans les régions de Van, Dersim, Gezer, Semdinli, Mont Yayvan, Amed et Şirnak.

♦ **La ville de Batman dénonce le projet de barrage d'Ilisu** qui inonderait la cité antique de Hasankeyf (vieille d'environ 12.000 ans), la vallée du Tigre et les Marais Irakiens censés être protégés par l'UNESCO. Dans le discours d'ouverture de ce colloque

s'enfuir, elle avait été envoyée à Cizre vers l'une des maisons tenues par la police dans un camion d'aide humanitaire.

» Le journal Birgün a révélé qu'un employé du camp de réfugié.e.s de Gaziantep, a été arrêté pour avoir violé 30 enfants syriens, âgés de 8 à 12 ans. Ce camp avait été décrit par Angela Merkel comme un « *camp d'accueil parfait* » quelques jours plus tôt.

♦ **Trois belles initiatives qui tissent des liens de solidarité malgré la guerre :**

» Les femmes sèment et plantent des légumes dans les quartiers sous couvre-feu de Gezer. Elles comptent



de 2 jours, la co-mairesse de la ville, Gülistan Akel, a fait le rapprochement entre les différentes politiques anti-Kurdes de l'État : « **Il y a des villes qui sont détruites par les bombes, et d'autres inondées.** » Ce barrage, comme la plupart de la vingtaine de projets dans la région kurde, est planifié pour des raisons de « sécurité », c'est-à-dire, pour inonder les passages des guérillas dans les montagnes et couper leurs liens avec la population rurale.

♦ **Abus sur enfants réfugié.e.s :**

» Sept enfants de 5 à 13 ans ont été enlevé.e.s du camp de réfugié.e.s de Kilis sous l'ordre du maire AKP. D'après le rapport de l'agence de presse Hawar, ils les ont forcé à devenir des esclaves sexuels des forces spéciales de police. Selon le témoignage d'une des enfants qui a réussi à

distribuer la récolte selon les besoins des gens.

» Lancement d'un marché de troc à Amed par l'Assemblée Écologie de Amed, dans le but de développer un modèle d'économie communautaire.

» Une lycéenne a ouvert une petite friperie gratuite dans le district central de Bağlar à Amed (qui a été sous couvre-feu plusieurs fois depuis la fin de celui à Sur). Les voisin.e.s y ramènent des vêtements, des chaussures, des livres, etc. et c'est particulièrement les familles ayant dû fuir Sur qui repartent avec les affaires dont elles ont besoin. « *Ce projet, basé sur la solidarité populaire au milieu de cette guerre en cours, apporte une réponse au capitalisme. Si nous voulons un futur libre, tout le monde devrait en prendre conscience.* »

CONFISCATIONS DE BIENS

La nouvelle législation du gouvernement turc qui vient de voir le jour constitue un accompagnement et une facilitation des politiques d'Erdoğan et de l'AKP, pour non seulement confisquer les actifs de groupes d'opposition, les affaiblir, mais aussi détruire la mosaïque culturelle au Kurdistan turc. C'est un pack, loin d'être achevé, et qui, à sa manière, a autant de portée que des tirs de mortiers sur les populations civiles, et qui d'ailleurs les prolonge, sauf qu'il se vote dans des chambres et des cabinets.

Cette nouvelle législation, adoptée par le gouvernement turc et ratifiée par le Président Tayyip Erdoğan, élargit l'autorité de l'État en permettant de confisquer les entreprises, les actifs et exproprier des biens. Selon cette nouvelle loi, l'accusation de « *financement du terrorisme* » sera suffisant pour que les actifs d'une entreprise et de leurs dirigeants se voient confisqués. Et l'on sait que son application a déjà été devancée, concernant des groupes de médias et de presse ces derniers mois.

Il sera ainsi possible d'en renommer les dirigeants [qui seront remplacés par ceux choisis par l'État], et de disposer de 'fidèles' rendus serviteurs du régime, après confiscation, jusqu'ici nommée « *mise sous tutelle* ».

La procédure de levée de l'immunité parlementaire des députés HDP, qui débouchera sur une « *criminalisation* » de leurs activités d'opposant, si elle est adoptée, rimera sans aucun doute avec saisies, fermetures de locaux, expropriations de biens associatifs, restrictions de presse. Tout cela signifiera l'interdiction dans les faits des activités légales de l'opposition démocratique, par étranglement.

source

Extraits choisis d'un article de Kedistan.fr





ENTRETIENS AVEC JINHA, L'AGENCE DE PRESSE DES FEMMES

Voici deux interviews qui ont été menées par Corporate Watch et Vice News, au Kurdistan nord (Bakur), auprès de 3 journalistes de JINHA. Celle qui suit date de juste après les élections législatives de juin 2015, autrement dit juste avant la reprise de la guerre ^[1]. La deuxième interview (voir l'encart) est plus récente (janvier 2016).

JINHA est une agence de presse entièrement composée de femmes, kurdes dans leur grande majorité.

Elle subit une répression féroce de la part de l'État turc. Plusieurs de ses journalistes sont soit en prison, soit en attente d'un procès. C'est le cas de Beritan qui vient d'être condamnée à 1 an et 3 mois d'emprisonnement. Elles sont le plus souvent accusées de complicité avec une organisation terroriste (comprendre : elles donnent des informations qui ne vont pas dans le sens du gouvernement). Par ailleurs, leur site internet a été hacké 5 fois et interdit par décision de justice. En reportage, elles subissent les attaques de la police, parfois à balles réelles.

Entretien avec Asya Tekin

Peux-tu décrire ce qu'est JINHA ?

Asya Tekin : JINHA a été fondée il y a quatre ans, le 8 mars 2012, la journée internationale des femmes. Son but est de couvrir les événements qui concernent les femmes d'un point de vue de femme avec uniquement des journalistes femmes. Elle a été fondée à Amed. Depuis, un réseau de reporters s'est développé dans tout le Kurdistan – nous comptons actuellement 40 employées. Légalement, nous sommes une entreprise, mais nous travaillons à la manière d'un collectif de femmes.

^[1] En juin 2015 ont eu lieu des élections législatives où pour la première fois, le HDP, une coalition de gauche pro-kurde, entrain au Parlement en dépassant la barre des 10 % de voix, barrant la route de la majorité absolue qu'Erdoğan convoitait. À la suite de ces élections, le gouvernement a (à nouveau) déclaré la guerre au peuple kurde.

C'est une agence composée majoritairement de femmes Kurdes, mais en grandissant, nous essayons d'élargir de plus en plus aux problèmes des femmes à travers le monde. Nous avons un site internet et un service vidéo qui envoie des reportages à différentes chaînes provenant d'un peu partout dans la région. Nous envoyons également des informations à de nombreux journaux de la région.

JINHA subit-elle des discriminations du fait d'être une agence de femmes ?

AT : Nous avons de nombreuses difficultés à diffuser nos informations. Nos abonnés sont des médias de gauche ou alternatifs. Les grosses chaînes d'information ne nous commandent pas de reportages. La plupart du temps, les médias parlent des femmes de manière à faire du buzz, comme dans les magazines people, alors que nous présentons un regard de femmes sur des luttes de femmes. Les lectrices et les téléspectateurs ne sont pas habitués à cela. De ce fait, nous avons beaucoup de mal à trouver des abonné.e.s.

Nos reporters rencontrent également des difficultés lorsqu'elles sont sur le terrain. Les gens disent que les femmes ne peuvent pas faire du reportage de guerre, et ils considèrent que la caméra devrait être tenue par des hommes. Les discriminations proviennent à la fois de collègues masculins et de personnes lambda.

Pouvez-vous nous parler de la vie quotidienne et de la violence que vous subissez de la part de la police et de l'armée turques au Kurdistan ?

AT : Au quotidien, je ne me sens pas en sécurité, surtout en tant que journaliste femme. Nous nous attendons à des attaques tous les jours. Pendant la campagne électorale [pour les élections législatives de 2015], nous sommes allées dans la région de la Mer Noire. Nous avons été harcelées par la police et nous étions suivies par une voiture sans immatriculation.

tout le long de la route jusqu'à Malatya. Nous nous sommes plaintes à la police, en leur disant que nous savions que c'était eux, et la police a semblé en prendre note, mais n'a rien fait. Je ne me sens pas en sécurité ici.

C'est un pays où il existe une lutte importante pour la libération des femmes. Des femmes comme Deniz Firat [une correspondante kurde qui travaillait pour l'agence Firat News, tuée en 2014 par Daesh] et d'autres, qui ont été assassinées en faisant leur travail, m'inspirent et me donnent de la force. Je me vois comme une journaliste qui travaille en état de guerre, et je considère mon activité comme étant en première ligne de cette lutte. Les attaques peuvent avoir des conséquences psychologiques, mais pas assez pour me faire abandonner.

Quand on est témoin d'autant d'injustice autour de soi, on doit le faire savoir. [...] Bien sûr, les informations doivent être le plus objectives possible, mais lorsque vous voyez un État commettre autant d'injustices, vous devez en rendre compte en étant du bon côté. [...] D'un point de vue éthique et moral, en tant que personne, je me sens responsable de faire ce qui est juste. Bien sûr nous sommes des journalistes, mais je suis aussi une femme kurde, donc je me sens responsable de ce qui se passe.

Nous ne faisons pas uniquement des reportages sur les femmes qui résistent ; nous rendons compte également des femmes qui ne peuvent pas résister, qui vivent dans des conditions proches de l'esclavage. C'est notre devoir en tant que journalistes femmes. Le point de vue de notre agence est que nous sommes du côté des femmes et de leur liberté, en toutes circonstances.

De la même manière que nous donnons des informations sur les femmes résistantes, nous en donnons sur les femmes qui sont victimes de violences et de discriminations ou qu'on écrase. Pour nous, c'est cela montrer les luttes de toutes les femmes, et à quoi ces luttes ressemblent vraiment. [...]

Votre travail doit avoir d'importantes conséquences psychologiques sur vous. Faites-vous quelque chose pour vous soutenir les unes les autres ?

AT : [...] En tant que Kurdes, nous sommes habituées au trauma. Ce que nous faisons, est un engagement militant féministe, avant d'être un engagement journalistique. C'est ce qui nous fait tenir.

Nous avons reçu des menaces de la part du Hezbollah [kurde] et de Daesh mais cela ne nous pousse pas à arrêter de faire ce que nous faisons. Cela renforce notre engagement.

[NdT : Nous avons sauté les paragraphes qui racontent les attaques envers les Kurdes et les journalistes de la part de la Turquie et de Daesh]

Que pensez-vous des entreprises qui fabriquent des armes pour l'armée turque ?

AT : Je considère que c'est une erreur de dire que les entreprises sont les premières coupables. Les États renforcent leur pouvoir en utilisant ces armes. Les États en ont besoin pour pouvoir asseoir leur pouvoir répressif. Quand cela disparaîtra, ces entreprises disparaîtront également. Mais je considère que ces entreprises sont des tueuses d'enfants. Leurs patrons sont totalement complices de meurtres.

Pensez-vous que les gouvernements devraient donner des permis d'exportation d'armes à la Turquie ?

AT : Comment se fait-il que ces armes sont toujours envoyées vers le Moyen-Orient ? Comment se fait-il que le monde entier mène ses guerres au Moyen-Orient ? Comment se fait-il qu'ici, à chaque coin de rue, on trouve un policier avec une arme à la main et qui sait comment tuer quelqu'un, et que lorsqu'on va en Europe, on ne voit d'armes nulle part ? Pourquoi devons-nous vivre sur un territoire où les armes sont omniprésentes ?

Si ces armes n'avaient pas envahi le Moyen-Orient, des groupes comme Daesh ne pourraient pas exister. Et maintenant, on en est rendu au point où les gens qui vivent ici ont besoin d'une arme pour s'auto-défendre. Une femme des YPJ [Unités de Femmes de Protection du Peuple au Rojava] a besoin d'une arme. Si vous vivez là-bas et que vous faites face à la force la plus sauvage qui existe au monde, vous êtes dans l'obligation de vous procurer l'arme qu'elles se sont procurée pour pouvoir vous défendre.

Bien sûr, le peuple kurde a la volonté profonde de résister, mais si seulement nous vivions dans un monde où nous pourrions le faire par de la désobéissance civile ou à travers des débats. Malheureusement, nous vivons au Moyen-Orient et ce n'est pas possible.

Nous voulons vivre dans un monde où nous n'aurions pas à nous procurer des armes. J'espère qu'un jour, les gens n'iront plus à la guerre. J'espère que la résistance des YPJ amènera un jour où les gens pourront vivre en paix et avoir une vie sans guerre.

Dernièrement, les femmes kurdes sont devenues un espoir pour les femmes dans le monde. Elles ont été tuées et violées. On a nié complètement leur existence, et ce sont elles qui résistent. A présent, elles sont l'espoir. Et cela nous rend heureuses d'informer sur les personnes qui font cette résistance.

Que peut-on faire depuis l'extérieur en solidarité avec le Kurdistan ?

AT : Il y a une chose que je souhaite, c'est que toutes les personnes qui sont opprimées au Moyen-Orient et qui sont forcées de vivre une vie de guerre, se relèvent ensemble et retournent à leurs vraies racines. J'aimerais voir cela aussi en dehors du Kurdistan.

Pour finir, le terrorisme et la violence ne sont pas venues d'ici, mais de l'Occident. Les gens en Occident devraient se demander ce qu'ils doivent faire à ce sujet.

Entretien avec Sarya Gözüoğlu

Peux-tu nous dire ce que c'est que de grandir avec le militarisme turc ?

Sarya Gözüoğlu : C'est comme ça depuis que nous sommes né.e.s. Nous y sommes habitué.e.s, tous les jours nous pouvons perdre quelqu'un.e. À tel point que parfois, nous nous disons que la vie des gens normaux en Turquie doit être ennuyeuse. Nous y sommes tellement habitué.e.s que chaque jour ressemble à un film d'action. Cela ne nous semble plus bizarre. Quand nous étions enfants, ce n'était pas pareil – nous n'en étions pas conscient.e.s – mais quand nous avons quitté la maison, nous nous sommes rendu compte que c'était le mode de vie ici. J'ai toujours vécu à Amed. Bien sûr, cela

Extrait de l'interview de Fatima par Vice News

Fatima : « JINHA est née lors d'une conversation entre 6 femmes journalistes. Nous étions en train de couvrir une histoire dans la province de Mardin. Vingt jeunes filles avaient été violées par un groupe de soldats, de fonctionnaires et d'officiers de police. À ce moment-là, nous nous demandions quelle était la meilleure manière d'en parler. Nous voulions nous tenir à distance de la fétichisation pornographique dont les médias classiques enrobent les violences faites aux femmes. Tandis que nous discussions de quoi faire, un titre est sorti dans la presse : « Une petite pute essaie de ternir la réputation de la police ». L'une des filles avait seulement 14 ans. J'ai su qu'il fallait que nous fassions quelque chose.

J'en étais arrivée à me rendre compte du conditionnement généralisé dont sont victimes les femmes. C'est partout, pas seulement au Kurdistan, donc nous nous sommes dit qu'il était temps de créer une alternative.

C'est très important d'avoir JINHA ici, maintenant. Quand Kobané est sortie aux informations internationales, les gens étaient focalisés sur les combattantes des YPJ. L'angle était le suivant : « Daesh a attaqué, alors les femmes ont été forcées de prendre les armes », mais c'est faux ! Les femmes ici combattent depuis bien avant Daesh, mais cela ne convenait pas aux médias occidentaux, alors ils ont jeté notre histoire. Ils ont enlevé le contexte. C'est pourquoi il est important que nous soyons là, pour montrer la réalité. Le pouvoir est entre les mains qui se révoltent contre les structures de pouvoir à chaque fois qu'elles y sont confrontées.

Je suis dangereuse. Toutes les femmes dans ce bureau sont dangereuses. L'État veut que vous pensiez comme lui, que vous mangiez comme lui, que vous marchiez comme lui. Ils veulent que nous écrivions exactement ce qu'ils décident, mais nous ne serons jamais comme eux. Nous n'avons pas peur d'eux et quand la police ou les militaires voient des femmes sur les lignes de front qui n'ont pas peur d'eux, c'est quelque chose de terrifiant.

a toujours été effrayant de voir la police perquisitionner des maisons, prendre les affaires des gens, les arrêter. La peur a provoqué l'engagement à agir contre elle.

Qu'est-ce qui t'a fait devenir une journaliste de JINHA ?

SG : C'était mon rêve depuis que j'étais petite. Mais sans JINHA, je n'aurais peut-être jamais eu le courage car c'est très dur pour les journalistes femmes. Un ami proche de mon oncle, qui était journaliste, a été tué. C'est ce qui m'a inspirée, car mon oncle était vraiment affecté par sa mort. Je n'ai pas étudié le journalisme ; j'ai fait des études en génie agricole, donc je n'ai pas ce bagage, mais cela a toujours été mon rêve. JINHA m'en a donné l'opportunité. J'ai pris confiance car ici il n'y a que des femmes. Certaines n'ont pas fini l'école, d'autres étaient enseignantes. Cette diversité m'a fait réaliser que moi aussi je pouvais le faire. La plupart n'avait pas d'expérience de journalisme, mais en ont acquis ici.

Est-il difficile pour les femmes ici d'être journalistes ?

SG : Bien sûr, je subis des discriminations en tant que femme journaliste. Lorsque vous sortez en tant que journaliste, vous êtes au milieu d'une armée d'hommes. 90 % des journalistes sont des hommes. Ils pensent qu'ils doivent être les meilleurs et que les femmes ne peuvent prendre de bonnes images. Lorsque nous allons à un événement difficile à filmer, les hommes disent : « c'est dommage que vous n'ayez un homme avec vous pour pouvoir filmer ». Si les journalistes ne sont pas capables de voir leurs propres collègues sans préjugés, comment peuvent-ils faire un travail objectif ?

La révolution au Rojava vous a-t-elle donné de l'espoir pour ici ?

SG : Le Rojava ne devrait pas seulement donner de l'espoir pour le Kurdistan, il devrait en donner aussi au reste du monde. Cette révolution est née dans une région que personne ne connaît. Que cette résistance ait réussi à se faire entendre prouve bien que tout est possible. Cela montre que les gens peuvent décider de leur futur par leur propre volonté. Cela peut donner de l'espoir à de nombreuses personnes à travers le monde.

Est-ce que monter des actions contre ceux qui vendent des armes à la Turquie peut soutenir les mouvements révolutionnaires au Rojava ?

SG : Oui évidemment. Toute action contre ceux qui vendent des armes à la Turquie est un soutien pour le Rojava car la Turquie donne de l'argent et des armes à Daesh.

♦♦♦♦♦

Pour suivre les infos de JINHA allez sur les sites suivants :

<http://jinha.com.tr/en>

<https://www.facebook.com/jinhaber>

<https://twitter.com/jinhaberajans>

JINHA propose des abonnements pour les médias, les groupes politiques/militants et les individus. Vous pouvez contacter jinhaber@gmail.com pour vous abonner à JINHA [en anglais].





TÉMOIGNAGES D'UNE DÉLÉGATION DE FEMMES PARTIES AU KURDISTAN, 1^{ÈRE} PARTIE.

L'ÉTAT TURC MÈNE UNE CONTRE-RÉVOLUTION AU BAKÛR

Dans le *Merhaba Hevalno mensuel* #3, nous avons publié un texte de cette même délégation de femmes qui appelait à une conférence de presse à Paris. L'article ci-dessous est la première partie d'un témoignage de quelques membres de la délégation, en ce qui concerne la politique de terreur de l'État turc. Le mois prochain nous publierons la deuxième partie qui porte sur la richesse du mouvement de femmes.

Malgré la guerre au Kurdistan nord -Bakûr en Kurde-, le mouvement des Femmes Libres continue à se battre au quotidien pour porter les voix des femmes et se situer à la tête du mouvement de libération kurde. La journée mondiale de la femme est célébrée en masse au Kurdistan et porte toujours l'esprit de lutte de ses débuts. Une petite délégation de femmes de plusieurs origines est partie de France cette année pour rejoindre les femmes du Bakûr dans leurs célébrations du 8 mars. Nous nous sommes rendues à Amed (Diyarbakîr en Turc) -ville que l'on peut considérer comme la capitale du Bakûr- puis dans le Sud à la frontière avec la Syrie : Cizre, Mardin et deux villes de sa province, Kızıltepe et Nusaybin. À travers cet article, nous avons voulu rendre hommage à ce mouvement de femmes en retransmettant une partie de leurs paroles que nous avons recueillies.

Le second objectif de ce texte est de rendre compte de la situation de guerre totale -dont nous avons été témoins- déclarée par l'État turc contre la population Kurde et son mouvement de libération.

L'État turc mène une contre-révolution au Bakûr

La nouvelle guerre déclarée aux Kurdes par l'État turc s'inscrit dans la continuité de ce qu'il a toujours fait depuis sa création, d'abord entre les mains des kémalistes (Atatürk -le père des Turcs- et ses successeurs) et maintenant avec l'AKP en tête. Les années 1980-90 auront marqué l'histoire des mouvements révolutionnaires en Turquie, et en particulier du mouvement de libération kurde. Pendant cette période, la répression a été brutale : des centaines d'opposant.e.s (militant.e.s, journalistes, écrivain.e.s) ont été exécuté.e.s, et celles.eux emprisonné.e.s ont connu les pires tortures. Dans les montagnes du Kurdistan, près de 5000 villages ont été brûlés, forçant la population à la déportation vers les villes (environ 2 millions de personnes déplacées). Les négociations de paix des dernières années, impulsées par le leader kurde, Abdullah Öcalan, avaient donné de l'espoir à toute une génération orpheline, qui maintenant se retrouve à nouveau sous le feu des bombes.

Le mouvement de libération kurde qui a grandi autour du PKK a pris de l'ampleur et un écho international avec la victoire

de Kobanê. En effet, le printemps arabe en Syrie a abouti à une guerre civile sur tout le territoire, à l'exception de la région nord principalement kurde, le Rojava, qui a su prendre son émancipation. On parle de révolution du Rojava en référence à ce processus auto-gestionnaire promu par le PYD, parti proche du PKK en Syrie.

Erdoğan et son gouvernement AKP n'ont pas supporté voir grandir un tel mouvement de l'autre côté de la frontière et ont pris conscience que l'organisation politique qui était en train de se mettre en place sur son territoire, à travers les municipalités du BDP (parti majoritaire dans la plupart des villes Kurdes) devenaient une menace pour l'État. En effet, le projet politique qui est en train de s'instaurer dans le Kurdistan Nord (en Turquie) et dans le Kurdistan Ouest (en Syrie) réside en une délocalisation du pouvoir centriste de l'État vers les municipalités qui coordonnent les assemblées de quartiers et de villages et qui favorisent la solidarité entre celles-ci. C'est ce qui est appelé par le mouvement kurde *l'autonomie démocratique* (inspiré du municipalisme libertaire de Murray Bookchin). Ce projet politique prône donc l'auto-organisation du bas vers le haut (coordonnée par les structures confédérales), mais aussi l'égalité des genres porté par le mouvement des Femmes Libres, ainsi qu'une économie écologique et coopérative.

Ce projet révolutionnaire ne peut que faire peur aux États, vu qu'il est diamétralement opposé à leurs intérêts, et c'est bien pour cela

que l'État turc -extrêmement nationaliste- a de nouveau déclaré la guerre aux Kurdes. Il s'agit donc d'une *contre-révolution*, dirigée vers les populations kurdes qui sont en train de prendre leur autonomie de fait.

Début de génocide, sous coup d'État civil

Depuis l'été 2015, la guerre déclarée contre les Kurdes n'a fait qu'escalader en intensité, faisant entrevoir un génocide. Les mesures d'exception décrétées pour les Zones de Sécurité Spéciale (qui englobent une bonne partie du territoire kurde) permettent de passer au-delà de tout contrôle social, politique ou juridique sur les massacres ordonnés par le gouvernement. Le premier ministre turc a fait passer une directive aux commandants de la police et de l'armée qui en gros revient à leur promettre l'impunité face aux massacres commis sur la population (désignée comme « terroristes »).

Au bout de plusieurs mois de perquisitions et d'arrestations massives, les médias kurdes ont commencé à parler de « *génocide politique* ». En effet, plusieurs milliers de militant.e.s et élu.e.s ont été arrêtés, et souvent gardé.e.s en prison préventive (illes peuvent attendre des années avant d'être jugé.e.s). Les porte-parole du BDP ont été les premiers.ères à être ciblé.e.s ; une bonne partie des co-maires des 103 municipalités du BDP ont été incarcéré.e.s. Une femme du BDP nous a fait remarquer que malgré que le gouvernement ne reconnaisse pas l'existence de la co-présidence, quand il s'agit de réprimer, il s'en prend bien aux deux co-représentant.e.s.

À cela s'ajoutent les procès aux journalistes et avocat.e.s qui osent raconter ce qu'il se passe. D'après le rapport du KJA de février 2016, l'accès internet à plus de 90 portails et sites d'information a été bloqué par le gouvernement, et 23 sites internet traitant principalement la « question Kurde » ont été fermés. De même, les personnes étrangères qui pourraient être témoins sont expulsées et parfois interdites de revenir en Turquie pendant 5 ans.

Notre délégation a finalement pu se rendre partout où c'était prévu, mais nous avons été fouillées et interrogées à de nombreux *check-point* sur les routes et lors des manifestations pour la journée mondiale des femmes, à Mardin, Kızıltepe (où le rassemblement était entouré de flics et de snipers positionnés sur le toit, puis la sonorisation a été coupée) et à Diyarbakır. Pendant toute la semaine précédant le 8 mars, des manifestations étaient prévues dans plusieurs villes du Kurdistan, la plupart ont été interdites ou

alors boycottées par les multiples contrôles postés à différents endroits de la ville où les policiers répandaient la rumeur d'une alerte à la bombe. Cette terreur semée par le gouvernement tente de faire peur aux femmes et de les démobiliser.

Les bombardements des positions des guérillas dans les montagnes (dans le Kurdistan en Turquie et en Irak), ainsi que des cimetières des combattant.e.s (qui ont été quasiment tous ciblés) ne cessent depuis le mois d'août 2015. Les jours que nous avons passé à Diyarbakır, nous avons vu (et surtout entendu!) les avions de chasse décoller et survoler la ville en passant la barrière du son en direction du sud-est. En quelques heures, nous en avons compté une quinzaine. Mais sans doute le plus grave c'est le massacre de plus de 700 personnes dans les villes Kurdes, y compris de très nombreux bébés, enfants et personnes âgées.

Programme de gentrification brutale : exemple de Cizre

Au delà de ces tueries, le gouvernement entreprend de raser les villes kurdes rebelles (qui ont déclaré leur autonomie) et remplacer leur population (par des populations favorables au gouvernement AKP). Le gouvernement a mis en place un programme pour « *éliminer de la carte les villes terroristes* », puis est occupé depuis 8 mois à passer le rouleau-compresseur sur toutes les villes kurdes qui ont déclaré leur autonomie face à l'État. Mises sous « *couvre-feu* » 24h/24, ces villes et ces quartiers sont assiégés (impossible d'y accéder ou d'en ressortir), coupées de toute communication, privée d'eau et d'électricité. Ce sont des centaines de milliers de personnes qui se retrouvent en état de siège et attaquées par les forces de police et de l'armée. Et ce, durant des semaines, ou des mois, allant jusqu'à 100 jours à Sûr (centre-ville historique de Amed) ; comme on nous l'a dit plusieurs fois « *la résistance de Sûr a été encore plus longue que celle de la Commune de Paris qui a duré deux mois* ». Depuis décembre, l'État attaquait trois villes simultanément : Cizre, Sûr et Silopi. Après plus de 3 mois, l'État a déclaré « *l'opération finie* », ce qui n'implique que l'arrêt de l'artillerie lourde, mais l'occupation policière et militaire et le harcèlement quotidien perdure.

Le programme de l'État est clair : vider ces villes de Kurdes, détruire les quartiers en résistance, reconstruire des barres d'immeuble à leur place, et faire venir une population non-kurde ou en tous cas favorable au gouvernement. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les pelleteuses font leur

travail dans les quartiers en ruines de Sûr et Cizre : elles détruisent les seuls bâtiments qui sont restés debout et enlèvent des tas de gravats pour niveler le sol et faire place aux nouveaux bâtiments. En effet, la quasi-totalité des parcelles des quartiers dévastés de Sûr ainsi que de 8 autres districts viennent d'être expropriées par une procédure d'urgence qui empêche tout recours, et vont être cédées au TÖKI, l'organisme privé mais allié de l'État qui fait de la spéculation immobilière et qui construit des quartiers entiers de barres d'immeubles.

Notre délégation n'a pas pu accéder aux quartiers assiégés de Sûr car le siège était encore en place. Mais nous avons entendu des bombes lancées sur le quartier, nous avons vu les hélicoptères survoler quasi en permanence ces quartiers, et entendu les récits de proches d'habitant.e.s de Sûr. Pendant notre séjour à Amed, deux histoires de Sûr faisaient le tour des réseaux sociaux. L'une concernait des jeunes hommes arrêtés à Sûr, ayant été torturés par la police, puis déshabillés et pris en photo (nous ignorons leur sort). Puis celle d'une vieille dame de 80 ans, blessée, qui avait appelé maintes fois les secours, toujours bloqués par la police ; elle a fini par être évacuée portée par son mari et des proches ; ils ont tous été incarcérés, sauf elle qui est finalement décédée en arrivant à l'hôpital.

Nous avons pu nous rendre à Cizre, au 3ème jour d'ouverture de la ville (levée partielle du couvre-feu). Arrivées au 4ème et dernier *check-point* à l'entrée de la ville, après de nombreuses fouilles et contrôles de nos passeports, nous y sommes restées bloquées pendant plus de 3 heures, la police ne voulant pas nous laisser passer, « *qu'est-ce que vous faites là ? C'est la guerre ici, ce n'est pas un endroit pour faire du tourisme !* »... Cet officier nous admet donc que c'est la « *guerre* », ce qu'ils s'efforcent de nier généralement. Au final, par un coup de chance (un fonctionnaire des affaires étrangères passait par là et a donné son feu vert, après avoir examiné nos passeports une énième fois), nous réussissons à accéder à Cizre.

Nous y avons été guidées dans tout le quartier démoli par une jeune femme de la mairie. Pratiquement tous les bâtiments ont été réduits à des gravats, y compris des bâtiments de 5 étages. Des habitant.e.s du quartier nous ont fait rentrer dans les sous-sols où s'étaient réfugiées plus de 150 personnes, parmi lesquelles plusieurs étaient blessées dû à l'écroulement des bâtiments. Après plusieurs semaines pendant lesquelles les blessé.e.s mouraient petit à petit, et personne ne pouvait ressortir sans se faire abattre, l'armée a fini par mettre le feu

aux sous-sols et brûlé vives les survivant.e.s. Les soldats ont ensuite sorti les cadavres, en laissant derrière eux des membres éparpillés dans les sous-sols. Des habitant.e.s ont voulu fermer l'accès aux sous-sol par respect pour les personnes assassinées, mais les flics ont à chaque fois rouvert leur accès, nous a-t-on dit « *pour que tous les gens voient ça et prennent peur* ». Quand nous sommes rentrées, les habitant.e.s avaient débarrassé les membres des corps meurtris qu'elles avaient retrouvés, sauf un os et une main calcinée. L'odeur de mort du deuxième sous-sol nous a empêché d'y rester plus que quelques secondes...

Les murs de la ville (y compris à l'intérieur des maisons) sont recouverts de tags racistes, de symboles nationalistes, et de menaces de viols, laissés par les forces de l'État. On nous a aussi montré le lieu où s'était réfugiée une femme qui se faisait tirer dessus par les snipers. Elle a fini par être abattue dans son refuge, puis les soldats l'ont déshabillée et ont pris des photos de son corps nu pour les montrer sur les réseaux sociaux. Ceci est une pratique courante ces derniers mois. Beaucoup de femmes que nous avons rencontrées interprètent ceci comme une tentative de faire peur aux femmes car « *ils savent que les femmes sont une menace pour l'État et la mentalité patriarcale* ». Les femmes portent la résistance en elles, ce sont les mères qui parlent en Kurde à leurs enfants et qui transmettent leur culture. Le mouvement des femmes prend une place énorme au sein de la lutte kurde, et ceci fait peur à l'État.

L'État n'arrive pourtant pas à prendre le contrôle de ces villes

Les groupes d'autodéfense des quartiers organisés par les jeunes femmes et hommes se battent avec de simples fusils contre la deuxième armée la plus puissante de l'OTAN. Face à la détermination de ces jeunes et le soutien de tout le quartier, les forces de l'État ne réussissent pas à pénétrer dans ces quartiers en lutte. Ils bombardent depuis leurs véhicules blindés de là où ils accèdent, et parfois depuis les collines environnantes ou encore depuis les hélicoptères. L'État aura mis 3 mois à mettre à bout la résistance à Cizre et à Sûr. Les groupes d'autodéfense ont résisté jusqu'au bout, jusqu'aux dernières survivant.e.s. Quant au reste de la population qui s'était réfugiée en grande partie dans les quartiers ou villes voisines, une grande partie revient en nombre chez elle. Certes, pour découvrir qu'il ne leur reste plus rien, que leur maison est sous les décombres. Mais rien ne leur

fera baisser les bras. Toutes les habitantes du quartier de Cudi à Cizre que nous avons rencontrées, nous ont dit « *nous ne partions pas, on a déjà été forcées à quitter nos villages dans les années '80-90 pour venir s'installer dans ces villes, maintenant nous ne partons plus* » ; « *ils ont beau tué nos corps, ils ne tueront pas notre idéologie* ».

Les réfugié.e.s reviennent chez elles dans des quartiers dévastés

Ce sont près de 400.000 personnes (chiffres au mois de mars) qui ont dû fuir les attaques de l'État et quitter leurs maisons avant qu'elles ne se fassent détruire. Nous avons rencontré une chercheuse de l'institut de recherches sociales SAMER. Selon leurs études récentes, les personnes réfugiées de ces villes attaquées, prennent souvent refuge chez des proches dans les quartiers voisins ou les villes proches, et pour la plupart reviennent une fois le siège levé. Dans les années '80-90, deux millions de Kurdes avaient été forcé.e.s à la déportation vers les villes kurdes (qui ont vu leur population se multiplier en peu de temps) ou vers les villes de l'ouest de la Turquie, ou encore vers l'Europe. Par contre, actuellement, la plupart des gens restent au plus proche et sont déterminées à ne plus se laisser déplacer.

Face à cela, le mouvement kurde s'organise pour pouvoir reconstruire ces quartiers et permettre aux habitant.e.s de retourner là où elles habitaient. Pour l'instant, l'urgence c'est de fournir à toutes ces personnes des quartiers de Sûr et de Cizre le minimum vital. Des camps de réfugié.e.s sont en train de se mettre en place (d'abord à Silvan) pour fournir un abri et de la nourriture aux familles qui ont perdu leurs maisons et toutes leurs affaires. L'Association Solidarité Rojava qui s'était créé pour venir en aide aux réfugié.e.s de Kobanê, centre son attention en ce moment dans la récolte de fonds et l'approvisionnement en tentes et nourriture pour ces personnes qui ont tout perdu dans les villes assiégées du Bakûr. Les 2 co-responsables de l'association avec qui nous nous sommes entretenues, nous ont demandé de relayer leur appel urgent en rappelant comment l'aide venue de l'extérieur avait été précieuse après la libération de Kobanê. Elles nous ont dit que « *les villes du Bakûr attaquées maintenant sont comme Kobanê. C'est là qu'il faut envoyer de l'aide. La guerre continue, d'autres villes sont attaquées et détruites par le gouvernement. L'État a dit «on va détruire le Kurdistan».* » Elles ont insisté sur le besoin urgent que l'aide soit organisée par les organisations

civiles en Europe car elles savent bien que les États ne vont pas aider facilement.

L'urgence humanitaire est évidente, vu la destruction provoquée par l'État. Mais le choix qu'ont fait les habitant.e.s de ces quartiers est avant tout politique : elles ont résisté à l'assaut de l'État et, malgré avoir tout perdu, sont prêtes à revenir là d'où elles ont été chassées et sont déterminées à toujours résister, même contre les pelleteuses qui essaient de faire table rase des quartiers. Pour notre délégation, soutenir ces personnes dans ce choix c'est porter un soutien, non seulement humanitaire, mais aussi politique. C'est pourquoi nous tenons à relayer cet appel aux organisations sociales et aux militant.e.s et révolutionnaires à se solidariser avec la population de Silvan, Sûr et Cizre. Puis, comme nous le rappellent les responsables de l'association Rojava, d'autres villes sont actuellement en guerre : c'est le cas de Nusaybin, Idil, Gever, Dargeçit, Şirnak, puis ensuite ce sera le tour d'autres villes encore.

L'Europe garde le silence et finance l'État turc

Lorsque notre délégation parcourait les rues saccagées de Cizre, une femme nous interpelle : « *C'est maintenant que vous venez ? Où était l'Europe pendant qu'on se faisait massacrer ? Tout le monde a pu voir les images des sous-sols. Pourquoi personne n'a rien fait ? Nos vies valent-elles aussi peu ?...* » Une autre femme complète : « *Les images et les vidéos des sous-sol ont tourné sur les réseaux sociaux minute par minute. On peut croire que dans les années '90 les gens n'étaient pas au courant de ce qu'il se passait, mais maintenant tout le monde sait.* »

Inutile de leur répondre que les États européens ont accepté le chantage d'Erdoğan et ont acheté leur silence en échange de la fermeture de la frontière turque avec l'Europe aux personnes réfugiées. Les médias de masse suivent au pied de la lettre les consignes des gouvernements européens et ne relayent que les attentats ou certaines ripostes contre l'armée. Les Kurdes se demandent où vont les 6 milliards d'euros versés par l'UE à l'État turc -soit disant pour accueillir les réfugié.e.s. Ce qui s'entend couramment là-bas c'est que cet argent finance Daesh ainsi que la guerre contre les Kurdes.

Cette complicité mafieuse des États qui vendent leur image d'États 'démocratiques' est d'autant plus dangereuse lorsque l'on pense à l'alliance de l'AKP avec Daesh, et aux références qu'a fait Erdoğan au régime nazi en tant que modèle « *efficace* »...

LES RÉACTIONS FACE À LA CRÉATION D'UN SYSTÈME FÉDÉRAL DÉMOCRATIQUE AU ROJAVA

On vous en avait parlé le mois dernier : une assemblée de représentants kurdes, arabes et assyriens s'était rassemblée le 17 mars dans la province de Hassakeh et avait annoncé la formation d'une fédération dans le Nord de la Syrie, « la seule façon de garantir les droits de tous les individus » avaient précisé les signataires. Cette annonce a occasionné de nombreuses déclarations diplomatiques et prises de positions, dont l'analyse permet de comprendre mieux les relations et les complices du mouvement kurde, plus spécifiquement du PYD qui était très impliqué dans le processus. Pour résumer cela, nous nous basons sur un article de lephenixkurde.tumblr.com du 16 avril.

L'annonce a suscité des déclarations de soutien et des critiques là où on ne les attendait pas forcément. Le PDK, avec qui le PYD a des relations plus que houleuses, a salué l'initiative. Alors que le Conseil Démocratique Syrien (CDS), dont fait partie lui-même le PYD, a déclaré son opposition.

En soutien

Le Conseil National Kurde syrien (CNK), que le PYD a critiqué de nombreuses fois pour ses affinités avec le président de la région kurde en Irak, Massoud Barzani (PDK), a déclaré son soutien au projet fédéral nord syrien. Encore plus étonnant, un porte-parole du PDK a déclaré que « le fédéralisme est la meilleure solution pour sortir du chaos en Syrie » et a appelé à l'unité de tous les partis kurdes en Syrie. Massoud Barzani lui-même, de manière un peu plus distante et sceptique, soutient avec réserves : « Le concept de fédéralisme convient à la situation en Syrie. Mais il doit y avoir un consensus sur ce point parmi les Syriens eux-mêmes. Lorsque nous avons déclaré le fédéralisme dans la région du Kurdistan [en octobre 1992], nous ne l'avons pas fait de manière unilatérale ».

En opposition

Haytham Manaa, coprésident arabe du Conseil Démocratique Syrien (CDS) a déclaré : « nous rejetons cette initiative unilatérale et demandons aux Kurdes d'y renoncer et de travailler dans le cadre du CDS ». Des membres du CDS ont pourtant participé à la déclaration du 17 mars... Le CDS semble gêné que cela se soit fait sans lui, et animé en parallèle par l'une de ses composantes : le PYD. On peut s'attendre à une « recomposition du CDS » selon phenixkurde.

Évidemment l'Iran, la Ligue Arabe déclarent s'opposer à tout projet « séparatiste ». Pour l'État turc : les Kurdes Syriens « ont montré leur vrai visage... Ils veulent une Syrie divisée ». Le régime de Damas déclare la Fédération du Nord de la Syrie comme « inconstitutionnelle et sans valeur », et parle d'ingérence américaine : « les complots américains en Syrie ont échoué, donc ils poussent maintenant les Kurdes à s'opposer au gouvernement syrien ». Du côté des États-Unis, le porte-parole du département d'État américain Mark Toner a déclaré que « Washington ne reconnaît aucun type de zones auto-gouvernées ou semi-autonomes en Syrie », sauf si les Syriennes et Syriens le décident par le vote...



À PROPOS DE LA DÉCLARATION DE FÉDÉRALISME DANS LE NORD DE LA SYRIE

Par Shiar Nayo, activiste Syrien-Kurde et journaliste

Cet article -reproduit dans son intégralité- montre une vision extrêmement critique de la récente déclaration de fédération du nord de la Syrie. À chacune de se faire son opinion...

À propos de la déclaration de fédéralisme dans le Nord de la Syrie, je soutiens le droit à l'auto-détermination des Kurdes et des autres minorités en Syrie, et je considère que le fédéralisme est meilleur qu'un État centralisateur.

Par contre, le fédéralisme requiert par définition que toutes les unités ou parties soient d'accord avec ce système de gouvernance parce qu'elles considèrent qu'il est meilleur pour toutes. Non seulement les autres parties de la Syrie et les autres forces politiques et militaires syriennes n'ont pas été consultées ni impliquées, mais en plus la population et les partis politiques au sein des zones soi-disant auto-administrées n'ont pas été impliquées dans ce processus.

Il aurait dû y avoir un long processus de consultation et de négociation aboutissant à un référendum, ce qui n'est clairement pas possible en ce moment, plutôt qu'une conférence précipitée de deux jours, clairement dominée par le PYD pour 'discuter' et se mettre d'accord sur un document fondateur mal rédigé et assez confus, et qui prend des décisions sur des enjeux importants qui affectant toutes les Syriennes et Syriens. C'était clairement une action à visée politique.

La déclaration est tombée peu après que les forces du PYD aient attaqué des factions de l'opposition syrienne et aient pris plusieurs zones au nord de la Syrie, avec le soutien des frappes aériennes russes et des assauts sur le terrain menés par l'Iran. Il est nécessaire de dire que le document fondateur consacre un chapitre entier

au « développement historique des problèmes sociétaux au Moyen-Orient et en Syrie et la situation actuelle », en remontant jusqu'à la Mésopotamie. (!) Néanmoins il n'y a aucune mention de la révolution syrienne en cours. Il ne parle que de guerre et de forces islamistes soutenues par les puissances régionales. De plus, prétendre travailler vers un fédéralisme démocratique tout en interdisant des manifestations et des célébrations du Newroz appelées par d'autres partis kurdes, est tout simplement hypocrite dans le meilleur des cas, à moins que l'on parle d'un fédéralisme dictatorial, centralisateur -ce qui est probablement ce vers quoi le PYD et le PKK vont nous mener.

En ce qui concerne le modèle proposé, d'un côté, le document fondateur prône que « l'ère des États-nations » est finie et que « la solution réaliste en Syrie est le modèle de fédéralisme démocratique » (qui est inspiré par les idées 'Anarchistes' qu'Öcalan a récemment découvertes) ; et de l'autre côté, les responsables du PYD et du Tev-Dem ont déclaré que le système fédéral proposé ne sera pas géographique mais « sociétal », ce qui veut dire qu'il sera basé sur les composantes nationales et ethniques de la région. À mon avis, ceci est une contradiction fondamentale. Et revendiquer « l'auto-suffisance » de la part des régions fédérales dans un état de guerre est simplement absurde.

En résumé, même si je soutiendrai un tel projet dans le futur, s'il était mené correctement et avec la participation de tou.te.s les Syrien.ne.s, je pense que ni le timing ni la façon dont la soi-di-

sant « Union Fédérale du Rojava-Nord de la Syrie » a été déclarée n'étaient appropriés, sans parler du fait que toutes les principales forces Syriennes, régionales et mondiales ont déclaré y être opposées [NdT : une vision plus nuancée de ceci est présentée dans le résumé de l'article du Phénix Kurde]. Proposer une idée ou un modèle puis construire un consensus autour est une chose, déclarer le fédéralisme puis l'imposer dans les faits à la population d'une région sans consulter la plupart des autres concerné.e.s en est une autre complètement différente.

Cela dit, il est important de souligner que les Kurdes, les Assyrien.ne.s, les Arménien.ne.s et les autres minorités du nord de la Syrie ont tou.te.s le droit à l'auto-détermination, et que le fédéralisme serait probablement un meilleur système pour garantir ces droits dans le futur, étant donné que l'opposition syrienne *mainstream* est prise en otage par la Turquie et par d'autres forces régionales hostiles, et vu les positions racistes et nationalistes que tant d'intellectuels et politiciens Syriens Arabes portent à ce sujet. De telles positions et déclarations chauvinistes ne feront que pousser ces minorités de plus en plus vers le nationalisme et le séparatisme.

Shiar Nayo, 25 mars 2016

Source

Syria Freedom Forever
Traduction : Merhaba Hevalno

QAMISHLO : DES AFFRONTEMENTS ENTRE LES FORCES ARMÉES KURDES DU ROJAVA ET L'ARMÉE DE BACHAR AL-ASSAD, POURQUOI ?

Les relations entre la région autonome kurde du Rojava et le gouvernement de Bachar Al-Assad sont le sujet de beaucoup d'interrogations. Les porte-paroles kurdes répondent souvent qu'elles n'ont confiance dans aucun de leurs alliés mais qu'elles composent pour construire leur système autonome. Les récents affrontements à Qamishlo puis le cessez-le-feu (sous réserves) nous permettent de mieux comprendre les enjeux de cette relation.

Le conflit aurait débuté après l'assassinat de plusieurs Assayish (forces de sécurité intérieure du Rojava) par des

forces armées alliées au régime. Selon kurdishquestion.com trente militaires du régime seraient morts ainsi que sept Assayish, trois combattants des YPG, un membre des unités de défense et dix-sept civils.

Voici la version de l'histoire d'un commandant assayish cité par kedistan.net : « La ville de Qamishlo a connu une période de conflit depuis le 19 avril en raison des tentatives du régime d'interférer avec les affaires intérieures de la population de la région, de la détention de jeunes et de la volonté par la force de les enrôler dans l'armée, d'armer des

civils et les inciter à se battre les uns contre les autres. [...] Aussi dans ces affrontements, la prison centrale, qui était connue comme la source de barbarie et de terreur de la base du régime, ainsi que plusieurs autres positions ont été reprises et enlevées aux forces du régime avec l'aide de combattants YPG. »

Il faut rappeler un fait de base : l'État syrien est toujours un peu présent au Rojava. Il contrôle des casernes, des prisons (comme on l'a vu ci-dessus), des checkpoints, l'aéroport et d'autres infrastructures de transports.

au Rojava :

♦ **Ce dernier mois des nouvelles circulaient comme quoi au Rojava** il existait depuis un an le service militaire obligatoire. Cette information a été confirmée : afin de protéger la région des attaques de Daech, les jeunes de 21 à 30 sont appelés à rejoindre les guérillas YPG/YPJ pour quelques mois. Par contre, le canton de Ciziré vient d'approuver le droit à l'objection de conscience.

♦ **La Turquie bombarde à nouveau le Rojava.** Des positions des guérillas kurdes dans le canton d'Efrin et dans la ville de Tel Abyad (à l'est du canton de Kobanê) ont été ciblées. L'armée turque a également tiré sur des civil.e.s qui essayaient de passer la frontière à Kobanê, puis elle a envoyé un convoi militaire, contenant des lance-roquettes, stationné à Kilis, ville en Turquie frontalière avec le canton d'Efrin. Dans cette même ville, les forces spéciales ont fait usage de canons à eau contre les personnes qui manifestaient contre Daesh et contre les attaques de l'État turc en Turquie et en Syrie. En réponse à l'attitude du gouvernement turc, le Tev-Dem a lancé un appel à la communauté internationale pour dénoncer ces attaques, qui auraient -entre autres- causé la mort de 36 civil.e.s et 48 blessé.e.s à la frontière.

♦ **De nombreuses voix se sont levées au sein du mouvement kurde** pour condamner le scabreux défilé qui a eu lieu à Efrin. Des membres des FDS ont exhibé sur un camion plateau les corps de 50 rebelles tués alors qu'ils

avaient vainement essayé d'attaquer leur base la veille. Aldar Xelilis, co-président du TEV-DEM a qualifié le défilé de « dégoûtant et contraire à nos valeurs d'humanité [...] Ces moyens sont ceux de Daech, du régime, de la dictature militaire. Nous sommes très honteux. »

♦ **La frontière séparant le Rojava (en Syrie) et le GRK (en Irak)** est fermée depuis maintenant un mois. Le Rojava étant coincée entre la frontière turque au nord tenue par l'armée d'Erdogan et l'État Islamique au sud, la frontière irakienne était le dernier lien terrestre pour rejoindre le Rojava depuis l'extérieur.

♦ **Témoignage d'une femme de 80 ans,** Zelîxe Reşîd, qui a appris à lire et à écrire en Kurde : « Une communauté sans sa langue est sans âme [...] Personne ne croyait que je pourrais apprendre à lire et à écrire parce que je suis vieille. Mais j'ai cru en moi-même et j'ai appris. J'adore la poésie; parfois j'écris des poèmes et ils sont publiés. »

♦ **Ouverture d'une académie** pour former des femmes professeurs au Rojava.

♦ **Lancement de la saison agricole.** Plusieurs articles de JINHA illustrent le travail des femmes : plantations de piments et d'aubergines notamment, récoltes de feuilles de vigne, préparation de conserves de yaourt séché, etc. De nouvelles coopératives textiles voient également le jour.

La tension serait montée après la récente déclaration d'autonomie le 17 mars. Enes Fida témoigne à Firat News : « en tant que Storo (membre des Unités Assyriennes des Assayish) et comme les autres unités assayish, nous défendons la coexistence des gens et nous pensons que le régime a mené ces attaques car il refuse le système fédéral qui s'est déclaré dans la Syrie du Nord ».

Massoud Mohammad de kurdishquestion.com parle aussi du récent accord qu'il y a eu entre l'État turc et l'État iranien sur la lutte contre les aspirations kurdes d'auto-gouvernance, et met en lumière l'implication dans les récents affrontements des Forces Spéciales Iraniennes à la solde de Bachar Al-Assad.

L'accord de cessez-le-feu bilatéral du 22 avril comprend la « levée du service militaire obligatoire de la jeunesse dans l'armée du régime syrien », la « réintégration des employés qui ont été licenciés par le régime », que « les forces du régime ne peuvent étendre leurs zones de contrôle », que « les YPG gardent le contrôle des lieux acquis pendant les affrontements comme la prison et le moulin », la « dissolution des Forces de la Défense Nationale (NDF) dans les meilleurs délais » et la « fin de l'état d'urgence dans la ville ».

Trois points que l'on pourrait soulever :

On note la différence entre obtenir la dissolution de groupes armés ou la réintégration de fonctionnaires virés et le retrait total du régime... ce retrait est-il souhaité par le mouvement kurde?

Ces revendications kurdes rappellent que l'état d'urgence est en vigueur nationalement depuis quelques années (sa levée est aussi une revendication du mouvement révolutionnaire syrien).

Et tout cela rappelle la polémique autour de l'instauration d'un service militaire au Rojava, à propos de l'engagement, volontaire ou non, au sein des forces armées kurdes YPJ/YPG. Parmi les témoignages publiés sur Firat News, on s'attarde sur celui d'Esmâ Mihammed Salih : « Je suis arabe et membre des Assayish Femmes de Qamishlo. À Qamishlo les gens vivent également, j'adore cette ville pour cela [...] j'ai rejoint les Assayish de mon plein gré et nous ne voulons être gouverné.e.s par personne ».

Appel à don pour un projet de fertilisation pour le Rojava

Une grande partie de l'agriculture du Rojava est consacrée à la production de blé. Or, l'embargo et la guerre ne permettent pas l'approvisionnement en fertilisant suffisant pour faire pousser le blé. Un projet de tri des déchets et de production de compost à partir des déchets organiques des villes et villages tente d'apporter une solution à ce problème. Nommé 'Feed the Revolution' ('nourrir la révolution'), ce projet est lancé par le 'Plan Rojava', membre de la Commission Économique pour l'Autonomie du Rojava. Plus d'infos (en anglais ou espagnol) : <https://coopfunding.net/en/campaigns/feed-the-revolution/>

DES NOUVELLES DE LA LUTTE ET LA RÉPRESSION DES KURDES DU ROJHILAT

Peu d'informations circulent sur l'Iran, et en particulier sur la situation des populations, mouvements et résistances Kurdes dans ce pays. Cet article a été rédigé grâce aux points d'infos sur le Kurdistan diffusés à la radio : vendredi midi sur Radio Galère, vendredi soir sur Radio Canut et samedi soir sur Radio Zinzine.

Les Kurdes d'Iran ont une très longue histoire de mouvement armé contre le régime iranien. Cependant, dû à la répression féroce du gouvernement de la République Islamique de l'Iran contre toute opposition politique, les combats avaient majoritairement stoppé depuis une dizaine d'années. Abdulla Mohatadi, leader du KOMALA (parti d'opposition kurde iranien) a pris la parole lors d'un forum international sur le Kurdistan organisé récemment à Londres pour rappeler aux dirigeants européens que pendant qu'ils concluaient des accords sur le nucléaire avec le président Iranien Hassan Rouhani, le nombre d'exécutions au Kurdistan continue d'augmenter depuis l'élection de ce dernier. Il rappelait aussi le fait que les fonds, qui n'ont cessé d'arriver en masse depuis la levée partielle du boycott, n'ont servi qu'à financer les guerres en Syrie et à Bahreïn, ainsi qu'à renforcer la répression interne alors que les populations souffrent toujours plus de la crise économique et des « politiques de sous-développement programmé ».

Dans un rapport publié en avril 2015, l'État iranien avait reconnu avoir emprisonné 12.000 Kurdes iraniens au cours de l'année. Le gouvernement de Rouhani n'hésite pas à recourir à la peine de mort contre les activistes politiques de tout horizon, y compris les Kurdes. La cours d'Urmieh (ville située au Rojhilat, au bord du lac portant le même nom) vient de prononcer la peine capitale contre Hasan Faraji. Celui-ci était en prison depuis 5 ans sans avoir été jugé, et son lieu de détention avait été tenu secret. Sa famille est restée sans nouvelles jusqu'à son arrivée à la prison centrale d'Urmieh après 14 mois de tortures. Actuellement, plus de vingt prisonniers politiques kurdes attendent l'exécution de leur peine de mort dans les geôles du régime. La plupart ont été condamnés selon l'article de la constitution qui définit tout acte d'opposition au régime comme un acte contre Dieu et qui est



couramment nommé « l'article des Kurdes » par la population tant il a été utilisé à leur encontre.

Récemment, ce sont des travailleurs de plusieurs villes situées sur la frontière irakienne qui se sont mis en grève. Comme l'a souligné Abdulla Mohatadi, les habitants subissent un sous-développement programmé depuis des décennies, et c'est dû à cela que le commerce transfrontalier (souvent illégal) est devenu et reste encore la seule source de revenu possible pour les populations de ces régions. Celles-ci sont particulièrement touchées par la répression, l'armée iranienne assassinant librement sur toute la frontière. Le 18 avril à Bana, les passeurs, les commerçants et les ouvriers ont décidé de fermer le marché et toutes les boutiques pour manifester leur colère. Les nouvelles de la grève se sont répandues rapidement et les travailleurs de Serdatch et Mariwan sont venus rejoindre leur mouvement. Nous ignorons pour l'instant la suite de ce mouvement.

C'est alors dans ce contexte qu'à l'occasion du nouvel an Kurde que Mustapha Hijri, secrétaire général du PDKI (Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran qui avait proclamé en 1946 la République du Kurdistan, renversée un an plus tard) a annoncé officiellement la reprise de la lutte armée et l'attaque des bases militaires. Il semble que les partis d'opposition kurdes iraniens basés en Irak avaient déjà commencé à envoyer leur peshmergas (nom donné aux combattants kurdes) de nouveau vers la frontière. Suite à l'annonce de Hijri, le gouvernement iranien a immédiatement répondu par un déploiement militaire massif. Depuis, des chars défilent dans les rues. Le ministère des affaires étrangères tente également de faire pression

sur le Gouvernement Régional du Kurdistan d'Irak afin qu'ils entravent eux-mêmes la circulation des combattants rojhilati. Malgré la présence militaire du régime, les Unités de Protection du Kurdistan Oriental (EKPU) ont revendiqué les attaques qui ont tué deux Pasdaran (gardiens de la révolution iranienne) dans les villages de Mewne et Hamran, non loin de la ville kurde de Sardasht. La présence de l'armée iranienne n'a cessé de croître dans la région de Rojhilat depuis l'annonce officielle de la reprise de la lutte armée et encore plus depuis cette attaque.

au Rojhilat :

♦ **Le sculpteur kurde Bashir Nasser** a décidé d'enterrer son œuvre en protestation après que le gouvernement l'ait empêché de montrer une sculpture représentant le poète Qane dans la ville de Mariwan. Ce poète kurde est connu pour ses textes narant la vie et les revendications des milieux populaires. Nombreux de ses poèmes ont été repris comme chants révolutionnaires.

au Başur :

♦ **Le samedi 30 avril, plusieurs centaines de manifestant.e.s** ont surpris tout le monde en pénétrant en force dans la Zone-Verte de Bagdad puis en investissant le Parlement irakien, pour manifester contre la corruption dans ce pays. La prise du parlement a eu lieu dans le contexte d'une manifestation à l'extérieur de la Zone-Verte. Les soldats américains ont transféré leur ambassade vers la base militaire d'Ain-Assad, alors que le gouvernement de Barzani a ordonné à tous les députés Kurdes du parlement Irakien de rentrer à Erbil par avion. Le commandement de Bagdad a ensuite déclaré un état d'alerte, coupant toutes les routes menant à la Zone-Verte. Les manifestant.e.s ont occupé le parlement pacifiquement pendant environ 6 heures, avant de commencer à quitter la zone dans la soirée.

♦ **L'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak (OWFI)** a récemment ouvert un refuge pour les jeunes femmes Yézidiées qui ont échappé à l'esclavage par Daech. L'organisation a loué une maison située à Dohuk (Kurdistan Irakien), et y a installé des soins médicaux, un soutien psychologique et social, et des cours d'alphabétisation en Kurde.

♦ **Lors d'une réunion à Dohuk** entre des combattant.e.s Yézidi.e.s et Masoud Barzani, ce dernier a essayé de mettre la pression sur les combattant.e.s pour qu'elles se battent contre la présence du PKK dans la région du Shengal. Les combattant.e.s ont réagi en disant qu'elles n'allaient pas se battre contre celles et ceux qui les ont sauvé des mains de Daech.



OUI À L'ACCUEIL INCONDITIONNEL DES MIGRANT-ES ! NON À LEUR DEPORTATION VERS LA TURQUIE FASCISTE D'ERDOGAN !

APPEL POUR UNE JOURNÉE INTERNATIONALE DE MOBILISATION

SAMEDI 21 MAI 2016

♦♦♦ suite de la p. 1

Après avoir livré les migrants aux passeurs et fait de la Grèce un piège à réfugié-e-s en refusant obstinément de leur ouvrir des voies légales d'accès à son territoire et en entérinant la fermeture de la route des Balkans, l'Union européenne s'engage aujourd'hui dans un véritable troc de la honte.

Avec l'accord conclu entre l'UE et la Turquie, seront massivement renvoyés vers la Turquie tous les migrants qui ont gagné la Grèce par la mer Égée dans les pires conditions et au péril de leur vie, et qui suite à une enquête bâclée, se voient arbitrairement refuser la protection liée au droit d'asile.

La Turquie un « pays sûr » ? Rien n'est moins... sûr, puisque la Turquie n'a pas de système de protection des réfugiés, de sorte que ceux-ci n'ont pas la garantie de ne pas être refoulés à nouveau vers un pays de persécution, à l'instar de ces centaines de Syriens expulsés en zone de guerre ces dernières semaines.

Par ailleurs, le tri entre bon et mauvais migrant est révoltant : non seulement les régions « sensibles » changent, et ne sont définies qu'en fonction des intérêts ponctuels de l'Europe, mais il nous semble malhonnête d'opposer « zones de conflits » et zones de pauvreté, créés par les guerres économiques menées par les puissances impérialistes qui s'accommodent et soutiennent des dictatures garantissant leurs marchés et leurs intérêts.

Et à côté des expulsions spectaculaires, il existe des outils plus insidieux pour effectuer ce tri en fonction des besoins de main d'œuvre et de pousser les migrants à partir d'eux-mêmes. Les politiques d'enfermement à répétition, pendant plusieurs mois voire plusieurs années, dans les « hot-spots » aux frontières de l'Europe ou dans des centres de rétention à l'intérieur, où ils sont l'objet de violences, de tortures, d'humiliations constantes et de manque d'accès aux soins, sont autant d'éléments de la militarisation de nos sociétés et du renforcement de l'État policier. Et les cohortes

de clandestins permanents ainsi générées sont des proies faciles pour tous les « business » (exploitation au travail, commerce sexuel, mafias, etc.).

Dans cette fuite en avant des égoïsmes xénophobes, une deuxième honteuse dessine : pour arriver à ses fins, l'Europe accepte de traiter avec un pays qui bafoue ouvertement les libertés individuelles et collectives les plus fondamentales, qui est en guerre contre ses propres peuples, et de lui confier le destin des réfugiés.

En même temps que l'UE s'apprête à payer des milliards d'euros à la Turquie comme prix du tri et de la mise en camps des migrants, elle couvre les violences exercées sur les opposants en observant un silence coupable sur les exactions du régime turc. Chacun connaît les bombardements et massacres subis par les Kurdes. Chacun sait maintenant que la presse d'opposition est totalement muselée, et que l'épuration des universités et de la magistrature sont en cours.

Et l'Union européenne donne 6 milliards d'€ à un État qui est connu pour armer les djihadistes, tout en continuant à diffuser partout l'amalgame écœurant entre terrorisme et migrations ? On se fout dangereusement de nous en entretenant cette xénophobie générale.

Censé dissuader les migrants de rejoindre la Grèce, cet accord a déjà entraîné la mort de plusieurs centaines de migrants près des côtes égyptiennes, passage encore plus dangereux pour éviter la Turquie. Mais les dirigeants des « démocraties occidentales » préfèrent ramasser des cadavres plutôt que d'accueillir l'exil. Une autre manière de faire le tri ?

La vie d'un-e migrant-e ou d'un-e opposant-e kurde ne vaut pas lourd dans ce marchandage immonde: Brisons l'entente entre ces états racistes et policiers! Autodétermination des peuples et des individus! Liberté de circulation et d'installation!

Collectif Solidarité Migrants 13



en Europe :

♦ **Une campagne pour la libération d'Öcalan** a eu lieu du 18 au 22 avril à Strasbourg. En Angleterre, deux des principaux syndicats ouvriers ont lancé une campagne pour la libération d'Öcalan lors d'une réunion au Parlement. Lors d'une prise parole, le directeur Simon Dubbins a déclaré que les « montagnes ne sont pas les seules amies des Kurdes », et que les syndicats sont en train de « briser un tabou en lançant une campagne au sein du Parlement anglais et en faisant un pas important vers une campagne qui deviendra globale. »

♦ **La Cour Européenne des Droits de l'Homme** a condamné la Turquie pour violation de la liberté religieuse des Alévi.e.s dans ce pays. La confession alévie constitue la deuxième religion du pays en nombre de fidèles, derrière les Sunnites.

♦ **Une délégation du Comité anti-torture (CPT)** du Conseil de l'Europe a récemment effectué une visite de deux jours (28-29 avril 2016) à la prison fermée de haute sécurité de type F de l'île d'Imrali en Turquie. Aucun rapport sur les conditions de détention du leader kurde Abdullah Öcalan (en isolement total depuis plus de un an) et des 4 autres détenus n'a encore été publié.

♦ **Royaume Uni** : Plusieurs actions ont eu lieu depuis ces derniers mois contre la vente d'armes à la Turquie par les entreprises anglaises. Mismars, des militant.e.s ont mené un blocage et ont occupé le toit d'une

foire aux armes à Cardiff où plusieurs stands étaient tenus par les entreprises qui fournissent l'armée turque. Une manifestation a eu lieu début mars devant le Home Office contre la foire aux armes nommée 'Sécurité et Police' à laquelle le gouvernement anglais avait invité une délégation turque à y participer. Pour une liste des entreprises fournissant l'armée turque voir : <https://corporatetwatch.org/news/2015/oct/23/turkish-police-murder-kurds-companies-still-make-profit> (en anglais)

♦ **Le groupe 'Stop War on Kurds'** a mené une action devant le siège de Facebook à Londres pour manifester contre la censure du « contenu ainsi que des militant.e.s pro-Kurdes » qui s'est intensifiée ces derniers temps. En effet, plusieurs utilisateurs ont été obligé.e.s de retirer des photos - y compris du drapeau kurde, des militantes kurdes tuées à Paris, des combattant.e.s YPG/YPJ et d'Abdullah Öcalan - ainsi que des 'posts' faisant référence à la résistance des Kurdes ; et certaines personnes ont eu leurs comptes Facebook bloqués définitivement.

♦ **Des militant.e.s kurdes ont posé des banderoles**, des affiches avec la photo d'Öcalan et des drapeaux kurdes sur la façade du château du Mont St Michel.

♦ **Une contre-manifestation pro-Kurde et anti-fasciste** a eu lieu à Düsseldorf (Allemagne) à l'occasion d'une manifestation organisée par un groupe fasciste turc en soutien à Erdogan et sa guerre contre le Kurdistan.

♦ **À Paris, Berlin et Londres**, des militant.e.s kurdes ont occupé des agences de presse pour manifester contre le silence des médias occidentaux par rapport à la situation en Turquie en général et plus particulièrement au Bakur. Le bâtiment d'ITV News à Londres ainsi que celui de la chaîne ZDF à Berlin ont été occupés. À Paris, les jeunes Kurdes ont réussi à se faire inviter à parler à la radio après avoir occupé des bureaux de France24 et RFI.

♦ **L'Administration Démocratique Autonome du Rojava** a ouvert une « représentation diplomatique » à Berlin au début du mois. Trois autres « représentations diplomatiques » du Rojava ont déjà été ouvertes à Moscou, Prague et Stockholm.

♦ **La ville basque de Gernika**, jumelée avec Kobanê depuis 2014 et connue pour le carnage qui y avait été commis par les nazis en soutien à Franco en 1937, a organisé 4 jours de discussions, animations, conférences et expo photo au sujet du Kurdistan.

♦ **Les désaccords continuent entre le Parlement Européen et la Turquie** au sujet de la libéralisation des visas pour les citoyen.ne.s turques. Parmi des sujets qui fâchent : la levée de l'impunité parlementaire pour les membres du HDP, la menace posée aux principes fondamentaux des droits de l'homme par la loi antiterroriste rédigée récemment par l'AKP, et les lois concernant la corruption en Turquie.



GLOSSAIRE

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique » en tant qu'organisation « faitière » confédérale.

KJA : Congrès des Femmes Libres. « L'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'état-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste. » L'ancien DÖKH (Mouvement Démocratique de la Femme Libre) s'est restructuré en 2015 à l'image du DTK.

DBP : Parti Démocratique des Régions.

Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin : Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : «Mouvement pour une société démocratique». Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

YPG : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour «sécurité», ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syrienne. Groupe Syrienne/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

FDS : les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

YBŞ : Unités de Défense de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s formé.e.s par les YPG/YPJ.

CDS : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

CNK : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parrainage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

BAŞUR : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, au pouvoir dans la région Kurde de l'Irak depuis la première guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

ROJHILAT : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)



APPEL À CONTRIBUTION

Nous cherchons des infos sur le Başur ('Kurdistan Irakien') et le Rojhilat ('Kurdistan Iranien'), ainsi que des personnes capables de traduire du turc ou de l'anglais vers le français. N'hésitez pas à nous envoyer des contributions, des rendez-vous pour l'agenda, d'autres infos... Merci d'avance !

TÉLÉCHARGEMENT

Vous pouvez télécharger les précédents numéros de Merhaba Hevalno sur kedistan.net ou mars-info.org

PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites KEDISTAN.FR, NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG, TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, SUSAM-SOKAK.FR, LEPHENIXKURDE.TUMBLR.COM, etc...

Et aussi en anglais : KURDISHQUESTION.COM, ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM, DICLEHABER.COM/TR, JINHA.COM.TR/EN, EN.FIRATAJANS.COM

À VOIR & ÉCOUTER :

La chanson « Keçe Kurdan » d'Aynur Dogan : <https://www.youtube.com/watch?v=r5jg1PS6VKA>